

*La Cour,*

*FAITS PROCEDURES ET PRETENTIONS  
DES PARTIES*

Il est constant que Mme G. est propriétaire d'une résidence secondaire située [...]

, sur la commune du Château D'Olonne (85) et que le fournisseur X a facturé la consommation d'électricité, à la date du 12 août 1992, pour un montant de 24 039, 82 F.

Ladite facture a été établie après que les agents du fournisseur aient procédé au relevé de la consommation les 9 octobre 1988 et 29 juillet 1992 ; dans l'intervalle de temps qui sépare ces deux dates, Mme G. a relevé elle-même la consommation d'électricité et l'a communiquée à X au moyen de cartes auto relevés.

Devant les premiers juges, Mme G. a assigné le fournisseur X devant le Tribunal d'Instance des Sables d'Olonne demandant au Tribunal de dire et juger que la facture émise le 12 août 1992 était erronée et que la coupure de l'alimentation électrique qui a été effectuée chez elle lui a causé un préjudice qu'elle chiffre à la somme de 10 000 F.

En réponse et toujours devant les premiers juges, le fournisseur X a conclu au député de Mme G. et s'est portée demanderesse reconventionnelle en paiement de ladite facture.

Par jugement en date du 4 octobre 1994, le Tribunal d'Instance des Sables d'Olonne a jugé que Mme G. avait relevé différemment la consommation d'électricité de jour, et celle de nuit et qu'elle avait commis une erreur ; moyennant quoi après avoir rejeté l'exception de prescription quinquennale, le Tribunal a condamné Mme G. à payer le montant de la facture et l'a déboutée de sa demande principale.

Par déclaration en date du 29 novembre 1994, Mme G. a relevé appel de ce jugement : elle demande à la Cour, de le réformer en jugeant prescrite la demande en paiement du fournisseur X, et en la condamnant à payer une somme de 10 000 F à titre de dommages et intérêts outre application des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

En réponse, le fournisseur X demande confirmation du jugement déféré outre paiement d'une somme de 10 000 F à titre de dommages et intérêts pour procédure abusive et 5 000 F en application des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

*MOTIFS DE LA DECISION*

*Sur la prescription*

Attendu que l'article 2272 alinéa 4 du Code civil repose sur une présomption de paiement ; qu'en l'espèce, Mme G. ne conteste pas avoir refusé d'acquitter sa dette et que le moyen tiré de l'article sus indiqué sera rejeté.

Attendu qu'en application de l'article 2277 du Code civil, la prescription commence à courir à compter de l'exigibilité de la créance.

Attendu que le fournisseur X demande paiement d'une facture en date du 12 août 1992, à la suite d'un relevé effectué par les agents de X le 29 juillet 1992 ; que l'exigibilité de la créance est intervenue le 29 juillet 1992, somme réclamée par voie de conclusions le 18 janvier 1994 ; que l'action du fournisseur X n'est pas prescrite.

*Au fond*

Attendu que Mme G. ne conteste pas avoir reçu du fournisseur X une lettre explicative en

date du 2 décembre 1992, cependant que ladite dame G. a procédé à la lecture des chiffres en partant de la droite au lieu de partir de la gauche du compteur.

Attendu que c'est à compter du 29 juillet 1992 que le fournisseur X a constaté une consommation d'électricité minimisée et ce, après déplacement sur les lieux d'un agent de ladite société.

Attendu qu'il ne saurait être reproché au fournisseur X de n'avoir procédé qu'à un seul contrôle au simple motif que la maison habitée par Mme G. ne l'était que pendant deux mois de l'année.

Attendu qu'il résulte d'un constat établi par Maître B., huissier de justice, qu'à la date du 16 juillet 1993, le compteur de Mme G. donnait pour indice le nombre 149 231 pour le jour et 053 751 pour la nuit, ceci dans la suite logique des relevés modifiés; qu'il est établi qu'il n'y a pas mauvais fonctionnement du compteur mais seulement mauvaise lecture effectuée par Mme G. pendant 4 ans.

Attendu, que par ces motifs et ceux pertinents des premiers juges que la Cour adopte, le jugement déféré sera confirmé en toutes ses dispositions.

Attendu que le fournisseur X ne justifie pas d'un préjudice, et que sa demande de paiement de dommages et intérêts sera rejetée.

Attendu, qu'eu égard à l'équité, il convient de condamner Mme G. à payer au fournisseur X une somme de 2 500 F en cause d'appel en application des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de procédure civile.

*PAR CES MOTIFS*

Confirme le jugement déféré en toutes ses dispositions.

Déboute le fournisseur X de sa demande en paiement de dommages et intérêts.

Condamne Mme G. à payer au fournisseur X une somme de 2 500 F en application des dispositions de l'article 700 du Nouveau code de procédure civile, en cause d'appel.

Condamne Mme G. aux dépens de première instance et d'appel lesquels seront recouvrés conformément en application des dispositions de l'article 699 du Nouveau code de procédure civile.